

Les droits de l'homme en Tunisie - 2010

La Tunisie, une république constitutionnelle d'environ 10 millions d'habitants, a été dominée durant l'année par un seul parti politique, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD). Au 31 décembre, Zine El Abidine Ben Ali, président du pays depuis 1987, était toujours au pouvoir. En octobre 2009 le président Ben Ali a été candidat à la réélection contre trois candidats de l'opposition et a été déclaré vainqueur avec 89,6 % du vote populaire, pour un cinquième mandat de cinq ans. Lors d'élections à la Chambre des députés, qui se sont tenues en même temps, le RDC a remporté 161 des 214 sièges. Les restrictions imposées aux candidats et divers aspects de procédure ont soulevé des doutes quant à la liberté et à l'équité des élections présidentielles et législatives. En 2008 des élections partielles pour certains sièges de la Chambre des conseillers, la chambre haute du parlement, se sont soldées par un organe fortement en faveur du RDC. Les forces de sécurité rendaient compte aux autorités civiles.

De fortes limitations ont été imposées pendant l'année au droit des citoyens à changer de gouvernement. Il a été fait état d'au moins un décès arbitraire ou illégal. Les organisations non gouvernementales (ONG) locales et internationales ont indiqué que les forces de sécurité ont torturé et maltraité des prisonniers et des détenus, et arbitrairement arrêté et détenu des personnes. Les forces de sécurité ont agi avec impunité, sanctionnées par des officiels de haut rang. Il a aussi été fait état de longues détentions avant procès et de mises au secret. Les restrictions importantes imposées par le gouvernement à la liberté d'expression, de la presse et d'associations ont empiré juste avant et après les élections de 2009. Le gouvernement est demeuré intolérant des critiques publiques et il a beaucoup été fait état de son recours à l'intimidation, aux enquêtes criminelles, au système judiciaire, aux arrestations arbitraires, à la garde à domicile et au contrôle des déplacements pour décourager les critiques. La corruption des officiels du gouvernement a été un problème.

RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Section 1 Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de ne pas être victime des violations suivantes :

a. Privation arbitraire ou illégale de la vie

Lors des émeutes populaires contre le régime du président Ben Ali, qui ont débuté le 18 décembre, les forces de sécurité de Menzel Bouzaïene, une ville de la région centrale de Sidi Bouzid, ont tirés à balles réelles contre les manifestants et ont abattu et tué Mohammed Ammari le 24 décembre. Les forces de sécurité ont déclaré avoir tiré sur Ammari pour se défendre après que des coups de feu tirés en l'air n'aient pas réussi à disperser des dizaines de manifestants qui mettaient le feu à des voitures et à des bâtiments.

Il n'y a rien eu de nouveau et pas de rapport sur une enquête menée par le gouvernement en 2008 à la suite du décès par électrocution du manifestant Hichem Alaimi dans une centrale électrique de Redeyef ou sur les tirs des forces de sécurité contre Hafnaoui Al-Maghzaoui et Abdelkhalak Amaïdi en 2008 lors de manifestations à Gafsa. Il n'a pas été fait état d'affaires judiciaires ouvertes dans l'un ou l'autre cas.

b. Disparitions

Il n'a pas été fait état de disparitions à motivation politique.

c. Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

La loi interdit de telles pratiques, mais, selon plusieurs rapports d'organisations nationales et internationales indépendantes de défense des droits de l'homme, les forces de sécurité ont torturé des détenus pour en extraire des confessions et décourager toute résistance et se seraient livrées à des passages à tabac et à d'autres traitements et punitions de nature cruelle.

Les formes de torture qui auraient été pratiquées regroupent les sévices sexuels, la privation de sommeil, les chocs électriques, les menaces de mort, la submersion de la tête sous l'eau, les coups assésés avec la main, des bâtons ou des matraques, la suspension de la victime, parfois menottée, à la porte d'une cellule ou à une barre métallique jusqu'à la perte de conscience, et des brûlures de cigarettes. Selon des groupes internationaux de défense des droits de l'homme, des responsables de la police et des prisons auraient, à l'occasion,

menacé d'agression sexuelle les épouses et les filles de prisonniers pour obtenir des informations de ceux-ci, les intimider ou les punir.

Les accusations de torture concernant des cas précis étaient difficiles à prouver et, en règle générale, les autorités n'ont pas pris les mesures nécessaires pour enquêter sur les allégations ou punir les coupables. Plusieurs allégations ont été émises selon lesquelles les autorités auraient souvent refusé l'accès aux soins médicaux aux victimes de tortures jusqu'à ce que les signes des sévices qu'elles avaient subis aient disparu. Le gouvernement a affirmé qu'il avait enquêté sur toutes les plaintes de torture et de mauvais traitements déposées auprès du Procureur de la République et il a noté que les personnes qui se disaient victimes d'actes de torture accusaient parfois la police sans porter plainte ; or le dépôt d'une plainte est indispensable à l'ouverture d'une enquête. Cependant, selon des avocats de la défense et diverses organisations nationales et internationales des droits de l'homme, la police a régulièrement refusé d'enregistrer ces plaintes. En outre, les juges ont parfois classé des affaires sans ordonner d'enquêtes et ils ont accepté comme preuves à charge des aveux qui auraient été obtenus sous la torture. En l'absence de plainte en bonne et due forme, le gouvernement a toujours la possibilité de mener une enquête administrative sur les allégations de torture ou de mauvais traitement de détenus ; cependant, lorsque le cas s'est produit, les conclusions de l'enquête n'ont pas été rendues publiques ni communiquées aux avocats des prisonniers concernés.

Les allégations de torture étaient plus fréquemment associées aux interrogatoires, aux autres phases initiales de l'instruction et aux centres de détention provisoire plutôt qu'aux prisons. Des militants des droits de l'homme, citant des témoignages de prisonniers, ont dit que la torture était le plus souvent pratiquée dans les locaux du ministère de l'Intérieur et du développement local. Les prisonniers politiques, les Islamistes et les détenus accusés d'activités liées au terrorisme seraient soumis à un traitement plus sévère que celui réservé aux autres prisonniers et détenus, dont rapports de torture, isolement cellulaire et annulation des droits de visites des familles. Les forces du gouvernement ont aussi commis des sévices contre des personnes non détenues, le plus souvent des défenseurs des droits de l'homme ou des activistes de l'opposition, aux fins d'intimidation ou en représailles d'activités non autorisées.

Le 24 avril, des agents en civil ont arrêté chez lui Zouheir Makhoulf, un défenseur des droits de l'homme et journaliste. Il a déclaré que lorsqu'il leur a demandé de produire un mandat d'arrêt, les agents l'ont battu devant sa femme et ses enfants et l'ont emmené au poste de police de Borj Louzir à Tunis, où ils l'ont interrogé pendant sept heures. Il a eu le nez cassé et un œil au beurre noir et indiqué que son médecin lui a ordonné 21 jours de repos au lit pour récupérer de ses blessures.

Le 9 juillet, deux agents de police ont attaqué et détenu Ismail Debara, un journaliste du bimensuel en langue arabe *Al-Mowqif* du Parti démocrate progressiste (PDP) au centre-ville de Tunis. Les agents ont saisi sa serviette, confisqué ses documents privés et l'ont emmené dans un poste de police de Tunis où ils auraient proféré d'autres menaces contre lui et l'auraient insulté. La police lui a demandé de signer une déclaration selon laquelle il avait été pris alors qu'il plaçait des autocollants et des invitations à une conférence du PDP sur le capot de véhicules en stationnement. Il aurait refusé de le faire et a été relâché par la suite.

Selon des observateurs locaux des droits de l'homme, le 5 septembre, des gardes de la prison de Mornaguia, sous la direction d'Ali Ouergli, ont violemment battu Ramzi Romdhani, provoquant des blessures graves et une perforation de son tympan droit. Il a ensuite été enchaîné et placé en isolement cellulaire jusqu'au 9 septembre. Romdhani, qui purgeait une peine de 29 ans de prison à la maison d'arrêt de Mornaguia de Tunis pour terrorisme avait précédemment déclaré que les gardes l'avaient torturé en avril 2009. Les gardes lui auraient donné des coups de pied, lui faisant perdre plusieurs dents, l'auraient brûlé avec des cigarettes et lui auraient plongé la tête dans un baquet d'eau jusqu'à ce qu'il s'évanouisse.

Le 28 décembre, des agents de police en civil ont arrêté chez lui, et sans mandat d'arrêt, Abderraouf Ayadi, un avocat défenseur des droits de l'homme. Il a été emmené dans un lieu inconnu où il a été détenu pendant une journée, interrogé et passé à tabac, laissant des meurtrissures et des coupures sur son dos. Il a déclaré avoir été arrêté pour un discours qu'il avait prononcé lors de manifestations d'avocats à Tunis le 27 décembre.

Il n'y a rien eu de nouveau dans l'affaire d'Abdelmottaleb Ben Marzoug, de mars 2009, qui dit avoir été suspendu comme « un poulet rôti » par les forces de sécurité dans un centre de détention du ministère de l'Intérieur, pour tenter de lui soutirer une confession de participation à une altercation physique dans un bar. A la fin de l'année, Marzoug était toujours détenu pour chefs d'accusation liés au terrorisme et le juge d'instruction n'avait pas ordonné d'enquête sur les accusations de torture portées par celui-ci.

Wahid Brahmi a retiré toutes ses plaintes pour torture et viol portées contre le gouvernement. En septembre 2009 il avait publié dans *Al-Mowqif* une lettre dans laquelle il disait que des officiels de la prison de Gafsa l'avaient torturé et violé pendant qu'il était en détention à partir de 2008. A la fin de l'année, il aurait été employé par le gouvernement dans sa ville natale de Sidi Bouzid.

Il n'y a rien eu de nouveau dans l'affaire d'Ammar Amroussia, un défenseur des droits de l'homme, qui aurait été assailli en mai 2009 par six agents de police, dont le chef de la police de Gafsa, Sami Yahyaoui ; les voies de fait commis en juin 2009 contre les avocats des droits de l'homme Abdel-Raouf Ayadi, Radia Nasraoui et Abdelwahed Maatar ; l'attaque à main armée perpétrée en juin 2009 contre le secrétaire général du PDP, Maya Jribi et d'autres membres du parti que la police et les forces de sécurité n'ont pas réussi à arrêter ; les voies de fait qui auraient été commises en septembre 2009 contre Radia Nasraoui et Hamma Hammami, son mari et porte-parole officiel du Parti communiste des ouvriers de Tunisie, un parti interdit, par des agents de police en civil ; ou l'enlèvement de Slim Boukdhir, un journaliste indépendant réputé, qui aurait été orchestré par plusieurs agents de police en civil.

Il n'y a rien eu de nouveau dans les affaire de 68 personnes arrêtées en 2008 lors de manifestations contre le chômage à Gafsa et qui auraient été torturés ; dans celle de Zakia Dhifaoui, membre de l'opposition qui aurait été violée en prison ; de l'agression qui aurait été commise contre Fatma Ksila, secrétaire générale du Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie et contre Samia Abbou, membre de l'Association de Lutte Contre la Torture en Tunisie, et les auraient empêchées de rencontrer les familles de victimes de torture ; de l'agression commise contre un membre du PDP qui vendait des exemplaires d'*Al-Mowqif* ; ou de l'agression contre Hamma Hammami.

Conditions dans les prisons et les centres de détention

En règle générale, les conditions carcérales n'étaient pas conformes aux normes internationales. Le surpeuplement et l'accès limité aux soins médicaux ont gravement compromis la santé des prisonniers. Des rapports crédibles, provenant d'anciens prisonniers politiques, de défenseurs des droits de l'homme et de membres des familles de détenus, ont fait état de cas où les autorités avaient refusé un prompt accès aux soins médicaux à des prisonniers blessés ou malades. Le gouvernement a autorisé le Comité International de la Croix-Rouge (CICR), mais pas d'autres observateurs indépendants en matière de droits de l'homme, à visiter les établissements pénitentiaires.

Selon les organisations de défense des droits de l'homme, les conditions carcérales dans le pays ne répondaient toujours pas aux normes minimales acceptables. L'hygiène était déplorable et les prisonniers avaient rarement accès à des douches et à des robinets. Selon certaines sources, entre 40 et 50 prisonniers seraient couramment entassés dans une seule cellule de 18 m² et jusqu'à 140 dans une cellule de 30 m². La plupart des prisonniers étaient contraints de partager un lit ou de dormir à même le sol. D'anciens prisonniers et d'autres encore incarcérés ont dit qu'en raison de l'insuffisance des

installations sanitaires jusqu'à cent détenus devaient utiliser le même robinet et les mêmes toilettes, ce qui créait de graves problèmes au plan de l'hygiène. Les maladies contagieuses, particulièrement la gale, étaient répandues et les prisonniers n'avaient pas accès à des soins médicaux adéquats. En outre, selon des familles de prisonniers, le gouvernement a imposé des restrictions arbitraires, comme la restriction des visites familiales, lorsque les détenus ont cherché à obtenir réparation en raison des mauvais traitements et des conditions de détention.

Selon certains rapports, les officiels des prisons décidaient arbitrairement quand accorder ou refuser aux détenus l'accès à des médicaments. Selon l'Association internationale de soutien aux prisonniers politiques (AISPP), l'administration de la prison de Mornaguia, à Tunis, a refusé le 6 janvier de donner à Mohamed El-Lafi les médicaments dont il avait besoin pour sa tension et des maladies de peau. Elle n'a pas indiqué s'il les avait obtenus par la suite.

Le 15 janvier, selon des observateurs des droits de l'homme, les autorités de la prison de Mornaguia ont refusé à Ramzi Romdhani un traitement médical et une opération chirurgicale recommandés par le médecin de la prison. Les avocats des droits de l'homme pensaient qu'il s'agissait de représailles contre Romdhani pour avoir dit à sa famille et à son avocat qu'il avait été torturé dans une installation du ministère de l'Intérieur (cf. section 1.c.).

Du 21 au 27 juillet, Hatem Harmi aurait fait la grève de la faim à la prison de Mornaguia en protestation contre les conditions de détention ; selon lui, 100 détenus partageaient la même pièce et trois prisonniers devaient partager le même lit.

Il n'a pas été fait état d'une enquête sur le décès d'Anouar Ferjani qui, selon l'AISPP, serait décédé en janvier 2009 à la prison de Mornaguia Prison à la suite de négligence délibérée et de refus de soins médicaux. Il avait été condamné à deux ans de prison en 2008 sur chefs d'accusation liés au terrorisme.

Les prisonniers politiques étaient séparés de la population carcérale générale et placés sous l'autorité des forces de sécurité de la Direction de la Sûreté de l'État du ministère de l'Intérieur et du Développement local et non pas du ministère de la Justice et des droits de l'homme. Les autres détenus avaient pour ordre, donnés par les administrateurs et gardes, de ne pas s'approcher des prisonniers politiques et étaient sévèrement puni lorsqu'ils prenaient contact avec ceux-ci. En outre, Human Rights Watch (HRW) a rapporté au début de 2008 que le gouvernement avait continué de garder au secret en petits groupes certains prisonniers politiques, dont la plupart étaient des dirigeants du parti islamiste interdit An-Nahdha (cf. section 1.e). D'après les témoignages de prisonniers et

de détenus, les conditions de détention des femmes sont généralement meilleures que celles des hommes. La loi exige que les détenus en attente de procès soient séparés des prisonniers condamnés, mais cette séparation n'a pas toujours lieu dans la pratique.

Prisonniers et détenus avaient un accès raisonnable aux visiteurs et le droit de suivre leurs pratiques religieuses. Ils ont fait état, à leurs avocats et aux membres de leurs familles, de conditions de détention inhumaines, mais il n'y a pas eu de rapport relatif à des enquêtes menées par le gouvernement sur ces allégations. Des défenseurs des droits civils et des avocats ont signalé que les condamnés à mort n'avaient pas accès aux visiteurs.

Le Comité supérieur des droits de l'homme et des libertés fondamentales, une institution gouvernementale, a continué de procéder à des visites de prisons et à des inspections sans préavis des établissements du ministère de la Justice au cours de l'année ; toutefois, les rapports du Comité n'étaient pas rendus publics.

Le CICR a poursuivi ses visites dans les établissements pénitenciers et les centres de détention du pays. Il n'a pas fait état d'entrave à ces visites par le gouvernement. Conformément aux modalités prévues par le CICR, les observations et recommandations de cette organisation sont communiquées aux autorités sur une base confidentielle et bilatérale. Selon son rapport annuel le plus récent en 2009, le CICR effectué 56 visites dans 37 centres de détention, détenant un total de 23.319 personnes. Le CICR s'est entretenu personnellement avec 546 détenus. Les chiffres n'avaient pas été mis à jour à la fin de l'année. Le gouvernement n'a pas autorisé les médias ou des groupes locaux ou internationaux indépendants de défense des droits de l'homme à visiter ces établissements ni à évaluer les conditions de détention. Le gouvernement avait promis en 2008 au Comité des droits de l'homme des Nations Unies d'autoriser HRW à visiter les prisons, mais les négociations entre le gouvernement et HRW ont piétiné parce que les autorités refusaient de laisser HRW rencontrer des détenus particuliers.

d. Arrestation ou détention arbitraire

L'arrestation et la détention arbitraires sont interdites par la loi, mais les autorités ne se conformaient pas à cette interdiction.

Rôle de la police et de l'appareil de sécurité

Le ministère de l'Intérieur a le contrôle de plusieurs organes chargés d'assurer le respect des lois, dont la police, qui est chargée principalement des grandes villes, la Garde Nationale, qui a la responsabilité de la sécurité des frontières et

de la police dans les petites villes et les campagnes, et les entités de la Sûreté nationale, qui sont chargées de surveiller les groupes et les personnes considérés comme dangereux par le gouvernement, tels que les partis et dirigeants de l'opposition, les médias, les islamistes et les militants des droits de l'homme.

D'une manière générale, les groupes chargés d'assurer le respect des lois étaient disciplinés, organisés et efficaces ; néanmoins, des cas de petite corruption et de brutalités policières ont été signalés. Les organes chargés d'assurer le respect des lois ont parfois opéré dans l'impunité et avec l'appui des responsables de haut rang. La police a attaqué des dissidents et des opposants.

La Haute inspection des forces de sécurité intérieure et de la douane du ministère de l'Intérieur supervise les agents de la force publique au ministère de l'Intérieur et à la Direction générale des Douanes et a pouvoir d'enquêter sur les abus commis par les forces de sécurité. Sa mission déclarée est de renforcer le respect des droits de l'homme et d'améliorer le maintien de l'ordre ; toutefois, on ne dispose d'aucune information sur son fonctionnement ou sur d'éventuelles mesures disciplinaires qui auraient pu être prises à l'encontre de policiers ou de gardiens de prison.

Procédures d'arrestation et traitement en détention

La loi stipule que la police doit être munie d'un mandat avant d'arrêter un suspect, sauf en cas de crime grave ou de flagrant délit ; des arrestations et des détentions arbitraires ont malgré tout été signalées. Le code pénal fixe à six jours le délai de la garde à vue entre l'arrestation et l'inculpation, le suspect pouvant être détenu au secret. Toutefois, cette règle n'a pas été observée de manière systématique. La police a l'obligation d'informer tout suspect de ses droits au moment de son arrestation, de notifier immédiatement sa famille et de prendre scrupuleusement note de la date et de l'heure de ces communications, mais ces règles n'ont pas toujours été respectées. Des personnes arrêtées ont pu communiquer avec leur famille lorsqu'elles n'étaient pas détenues au secret, encore que le gouvernement n'ait pas toujours aidé les familles à localiser leurs proches.

Les détenus ont le droit d'être informés des faits qui leur sont reprochés avant leur interrogatoire et de demander à passer une visite médicale. Le gouvernement n'a pas toujours respecté ce droit. Ils n'ont pas le droit d'être représentés par un avocat durant leur garde à vue avant leur inculpation. Des avocats, des défenseurs des droits de l'homme et d'anciens détenus ont affirmé que les autorités ont prolongé illégalement le délai de garde à vue en falsifiant la date de l'arrestation. Certains policiers extorqueraient de l'argent aux familles de détenus, en échange de quoi ils abandonneraient les accusations

émises contre elles. La loi autorise la mise en liberté sous caution. Les personnes arrêtées ont le droit d'être représentées par un avocat pendant la mise en accusation. Le gouvernement octroie une aide judiciaire aux indigents. Au moment de la mise en accusation, le juge d'instruction peut autoriser la mise en liberté de l'accusé jusqu'au procès ou le placer en détention provisoire.

Lorsqu'il s'agit de crimes passibles de plus de cinq ans d'emprisonnement ou qui concernent la sûreté nationale, la détention provisoire peut atteindre six mois, cette période initiale pouvant être prolongée deux fois par les tribunaux pour une période supplémentaire de quatre mois à chaque fois. Lorsqu'il s'agit de crimes pour lesquels la peine maximale prévue par la loi est inférieure à cinq ans d'emprisonnement, un tribunal ne peut prolonger la détention provisoire initiale qu'une seule fois, et pour trois mois. Pendant cette détention provisoire, un juge instruit l'affaire, entend les plaidoyers, verse au dossier les pièces à charge et à décharge qui lui sont communiquées par les parties et décide de la suite à donner à leurs requêtes. Il y a eu de fréquentes plaintes au sujet de la prolongation de la détention provisoire

Le 18 janvier, huit agents de la sûreté sont entrés dans le domicile de Walid Romdhani et l'ont arrêté en présence de sa famille. Six agents ont fouillé le domicile familial et confisqué des documents, des disques compacts et un ordinateur. Selon la famille, les agents n'avaient pas de mandat d'arrestation. On pense que cette arrestation était liée aux efforts déployés par Romdhani pour exposer la torture et les conditions de détention de son frère, Ramzi Romdhani (cf. section 1.c.). Walid Romdhani a été détenu au secret jusqu'à sa libération le 20 janvier.

Le 9 juin, des avocats des droits de l'homme ont signalé que des agents de la Garde nationale de Chebba, dans le gouvernorat de Mahdia, avaient arrêté, sans mandat d'arrestation, Jamel Ben Mohammed Ben Hassine pour activités d'immigration illégale. Il a été détenu pendant trois jours et les autorités n'ont pas informé sa famille de l'endroit où il se trouvait. Après sa libération, Ben Hassine a déclaré avoir été torturé, n'avoir pas comparu devant un juge et qu'aucun chef d'accusation n'avait été officiellement porté contre lui.

Le 15 septembre, la police a arrêté, chez lui et sans mandat d'arrestation, Khaled Gafsaoui un activiste étudiant, et l'a détenu pendant huit heures pendant lesquelles elle l'aurait agressé physiquement et l'aurait insulté. Après sa libération, il a déclaré que les autorités l'avaient interrogé sur ses activités au sein de l'Union générale des étudiants de Tunisie (UGET) et sur la signature d'une pétition critiquant une campagne demandant au président Ben Ali de se porter candidat aux élections présidentielles de 2014.

Le 1^{er} janvier, Mohamed Soudani, un dirigeant de l'UGET, a été libéré sous condition. Les autorités l'avaient arrêté en octobre 2009 après une rencontre avec deux journalistes français couvrant les élections nationales et législatives de 2009. Un tribunal l'avait condamné à quatre mois de prison pour état d'ivresse et conduite désordonnée et immorale.

Le 26 mai, le tribunal de première instance de Tunis a condamné 11 hommes arrêtés en 2009 à des peines allant de quatre à 12 mois de prison pour financement d'une cellule terroriste qui n'a pas été nommée et recrutement de nouveaux membres. Le nombre total de personnes toujours en détention avant procès était inconnu à la fin de l'année.

Il n'y a rien eu de nouveau dans l'affaire de Zied Fakraoui, arrêté en 2008. La police n'a notifié sa famille de son sort qu'après que des responsables de l'administration locale aient informé ses avocats qu'il avait comparu devant un juge d'instruction sans qu'un avocat soit présent. A la fin de l'année, M. Fakraoui était, croit-on, toujours incarcéré.

Selon des organisations internationales et nationales de défense des droits de l'homme, la police a continué à arrêter des personnes soupçonnées d'appartenir à une cellule armée qui complotait des attentats terroristes. Des familles ont essayé d'obtenir des informations sur leurs proches, mais les autorités ne leur en auraient donné aucune. Des groupes locaux et internationaux se sont déclarés préoccupés par le fait que les autorités détenaient les personnes arrêtées au secret dans des locaux de la Direction de la sûreté de l'État du ministère de l'Intérieur, où elles seraient exposées à des risques de torture et de mauvais traitements divers.

e. Dénier de procès public équitable

La loi garantit l'indépendance du pouvoir judiciaire ; pour autant, le pouvoir exécutif et le président exerçaient une forte influence sur les procédures judiciaires, surtout dans les affaires à caractère politique et ayant trait aux opposants. Le pouvoir exécutif avait un droit de regard indirect sur le système judiciaire dans la mesure où il décidait de la nomination, de l'affectation, de la titularisation et du transfert des juges, rendant ainsi l'appareil judiciaire sensible aux pressions. Les accusés peuvent demander un autre juge s'ils pensent que celui qui instruit leur affaire n'est pas impartial mais les juges ne sont pas tenus de se récuser. Le président de la République était à la tête du Conseil supérieur de la Magistrature, dont la plupart des membres sont nommés par lui. Il a été fait état de manque d'indépendance judiciaire et d'impartialité.

Les tribunaux militaires relèvent du ministère de la Défense. Ils sont compétents pour les affaires mettant en cause du personnel militaire et des civils accusés de porter atteinte à la sûreté de l'État. Les personnes condamnées par un tribunal militaire peuvent se pourvoir en appel devant la Cour de Cassation. Certains civils accusés de crimes contre la sûreté de l'État ont été condamnés par des tribunaux militaires.

Procédures régissant les procès

La loi confère à tous les citoyens le droit à un procès équitable ; pour autant, selon des ONG nationales et internationales, ceci ne s'est pas souvent produit dans la pratique.

La loi garantit la présomption d'innocence ; toutefois, ce principe a été parfois négligé dans la pratique, en particulier dans les affaires délicates au plan politique. Les procès devant les tribunaux ordinaires de première instance, ainsi que ceux devant les cours d'appel, sont ouverts au public. Ceux des tribunaux militaires ne le sont pas. Le gouvernement a autorisé des observateurs de missions diplomatiques et des journalistes étrangers à suivre le déroulement de procès. Des observateurs peuvent assister aux audiences des tribunaux militaires, à la discrétion de ces derniers. Il n'y a pas de procès avec jury. En vertu de la loi, l'accusé a le droit d'être présent à son procès, d'être représenté par un avocat (commis d'office sans frais pour les indigents), d'interroger les témoins à charge et de présenter des témoins à décharge ; toutefois, les juges n'ont pas toujours respecté ces droits dans la pratique. La loi permet les procès par contumace, lorsqu'un accusé fuit la justice. L'accusé comme le ministère public peuvent faire appel d'un jugement rendu par un tribunal inférieur.

Les délais excessifs apportés aux procès sont demeurés préoccupants. Le droit à la diligence de la procédure judiciaire n'est pas reconnu et il n'existe aucune limite légale à la durée de l'instruction. Des avocats de la défense se sont plaints du fait que les juges les empêchaient parfois de faire entendre des témoins à décharge, de procéder au contre-interrogatoire des principaux témoins à charge ou d'avoir le temps requis pour préparer leurs dossiers. Ils ont aussi signalé que des juges auraient limité l'accès aux registres du tribunal et aux éléments de preuve, en particulier à ceux détenus par le gouvernement, et auraient dans certains cas exigé que tous les avocats chargés d'un même dossier examinent les documents ensemble à la même date, dans le cabinet du juge, sans les autoriser à faire des copies des documents pertinents.

Selon des avocats et des organisations de défense des droits de l'homme, les tribunaux refusent régulièrement d'enquêter sur les allégations de torture et de

mauvais traitements et ils acceptent à titre de preuves les aveux obtenus sous la torture. En outre, ces groupes ont affirmé que la nature sommaire des audiences des tribunaux a parfois empêché les délibérations de se faire rationnellement et que le caractère erratique du calendrier et des procédures des tribunaux a eu pour effet de décourager la présence d'observateurs aux procès politiques.

Nonobstant la codification du droit de la famille et des lois relatives à l'héritage, il est arrivé que les juges de droit civil appliquent la Charia (droit Islamique) dans les affaires intéressant la famille en cas de conflit entre les deux systèmes (cf. section 6).

Prisonniers et détenus politiques

On ignorait le nombre de prisonniers et détenus politiques. Selon des organisations de défense des droits de l'homme, environ 2.000 personnes auraient été arrêtées et emprisonnées aux termes de la loi relative au terrorisme depuis 2005 pour avoir commis des actes terroristes ou avoir eu l'intention d'en commettre, et ce en l'absence de preuves suffisantes en la matière. D'après des avocats et des militants des droits de l'homme, un grand nombre de ces personnes auraient été torturées dans des locaux du ministère de l'Intérieur et contraintes de signer des aveux. En mai 2009, Bechir Tekkari, alors ministre de la Justice et des droits de l'homme, a déclaré que le gouvernement avait condamné 300 personnes seulement aux termes de la loi contre le terrorisme.

En 2008, le gouvernement a libéré sous condition les dirigeants d'An-Nahdha toujours en prison ; toutefois, Sadk Chorou, ancien président de ce groupe a été arrêté à nouveau peu après, à la suite d'une interview qu'il avait accordée à la station de télévision satellitaire *Al-Hiwar*, basée à Londres, et condamné à un an de prison pour appartenance à une organisation non autorisée. Selon l'ONG locale Liberté et équité, sa femme lui a rendu visite en prison en août 2009. Elle a par la suite dit que les officiels de la prison avaient limité le régime alimentaire de Chorou à du pain et de l'huile d'olive pendant les 40 jours précédents et laissé des détenus le harceler. A la fin de l'année Chorou était en liberté mais serait sous surveillance policière constante.

Des membres de familles de prisonniers politiques ont déclaré que les autorités traitaient mal des détenus, limitaient les droits de visite, insultaient leurs croyances religieuses et les mettaient arbitrairement au secret. D'anciens prisonniers politiques ont déclaré qu'à leur mise en liberté, les autorités ne leur avaient pas délivré leur carte d'identité, avaient marqué leur carte d'identité de manière spécifique ou leur avaient refusé le certificat attestant qu'ils avaient purgé leur peine et qu'ils étaient autorisés à travailler. Ils ont également signalé qu'ils étaient surveillés de près par des policiers en uniforme ainsi qu'en civil.

Le CICR a eu accès aux prisonniers politiques dans les prisons et les centres de détention dépendant du ministère de la Justice, mais généralement pas dans celles du ministère de l'Intérieur. Le gouvernement n'a pas autorisé d'autres organisations humanitaires internationales à avoir accès à ces prisonniers.

Procédures et recours judiciaires civils

Il existe des tribunaux pour recevoir les plaintes de violation des droits de l'homme, mais l'indépendance et l'impartialité de l'appareil judiciaire ont été compromises dans les affaires où le gouvernement était impliqué. Des recours administratifs étaient possibles par l'entremise des services du Médiateur administratif relevant du cabinet présidentiel ou du tribunal Administratif. Toutefois, les décisions de ces instances ne sont pas contraignantes et les autres services et organismes gouvernementaux les ont souvent ignorées.

f. Ingérence arbitraire dans la vie privée, la famille, le foyer ou la correspondance

La loi interdit de telles pratiques « sauf dans les cas exceptionnels prévus par la loi » ; mais dans la pratique, le gouvernement n'a pas respecté cette interdiction. Il est arrivé à la police de procéder à des perquisitions sans être munie du mandat obligatoire si les autorités considéraient que la sûreté de l'État était en jeu. Des ONG nationales et des militants de la société civile ont déclaré que des membres des forces de sécurité s'étaient introduits par effraction dans leurs bureaux quand il n'y avait personne, pour y perquisitionner sans mandat (cf. section 1.d).

Les autorités peuvent invoquer la raison d'État pour justifier les écoutes téléphoniques. Selon de nombreux rapports d'ONG et des médias, le gouvernement intercepterait des communications par télécopie et courrier électronique. La loi n'autorise pas explicitement de telles activités, mais les procureurs, juges d'instruction et officiels du ministère de la Justice ont argué que le code de procédure pénale conférait implicitement cette autorité aux juges d'instruction. Les opposants politiques ont fait état d'interruptions fréquentes, et parfois prolongées, des services de téléphonie, de télécopie et d'accès à l'Internet, à leur domicile comme sur leur lieu de travail. Les militants des droits de l'homme ont accusé le gouvernement d'utiliser le code des services postaux, qui interdit de manière vague et large tout courrier de nature à menacer l'ordre public, pour intercepter leur courrier et les empêcher de recevoir des publications venant de l'étranger. Les autorités auraient ouvert et lu certaines lettres, dont beaucoup ne sont jamais parvenues à leur destinataire. Les forces

de sécurité surveillaient régulièrement les activités, les appels téléphoniques et les communications par Internet de membres de l'opposition, d'Islamistes, de militants des droits de l'homme et de journalistes, dont certains ont été mis sous surveillance policière.

Des policiers en civil ont maintenu pendant toute l'année une présence limitée mais visible autour des domiciles du couple de militants mariés, Hama Hammami et Radia Nasraoui. Le 12 février, à la suite de l'élargissement de Zouheir Makhoulf, collègue et client de Nasraoui, des policiers en civil ont entouré le bureau de Nasraoui à Tunis et ont interdit à ses clients d'y entrer pendant deux jours. Les forces de sécurité ont agressé le couple en juin et septembre 2009.

Le 15 septembre, selon l'ONG nationale Liberté et équité, environ 25 policiers en uniforme et en civil ont pénétré de force dans la ferme de Mohamed Nouri, un militant des droits de l'homme et avocat. Les policiers auraient démolé la porte de la grange et volé 1.400 perdrix surgelées. Selon les militants des droits de l'homme, cette entrée forcée était en représailles de la publication par Nouri d'une déclaration opposée à la campagne demandant au président Ben Ali de se présenter aux élections de 2014. Il a porté plainte auprès du procureur pour violation de domicile.

Selon des militants des droits de l'homme, les autorités auraient puni des membres de la famille de militants islamistes en faisant en sorte que ceux-ci se voient refuser un emploi, des possibilités en matière d'éducation, un permis d'ouverture de commerce ainsi que le droit de se déplacer, et ce en raison des activités de leurs proches. En outre, les membres de la famille de militants étaient soumis à une surveillance policière et à des interrogatoires et détenus (cf. section 1.c).

Selon des militants des droits de l'homme, les anciens détenus soupçonnés d'être membres d'An-Nahdha ont eu du mal à trouver un emploi après leur libération à cause des agissements des autorités. D'autres prisonniers politiques qui n'avaient jamais été condamnés, une fois libérés, ont eu du mal à obtenir du ministère de l'Intérieur le document prouvant qu'ils avaient un casier judiciaire vierge et, même lorsqu'ils n'avaient pas été emprisonnés, des militants politiques et des islamistes se sont vu confisquer leur carte d'identité, ce qui leur a occasionné des problèmes pour avoir accès aux soins de santé, signer un contrat de bail, acheter ou conduire une voiture, avoir accès à leur compte en banque ou toucher une pension. La police peut procéder à des vérifications d'identité quand bon lui semble et toute personne qui n'est pas en mesure de présenter sa carte d'identité peut être détenue par la police jusqu'à ce que son identité soit établie par la police. Lasaad Juhri, membre de l' AISPP, dont la

carte d'identité a été confisquée par les autorités en 1999 n'en avait toujours pas à la fin de l'année.

Section 2 Respect des libertés civiles, notamment :

a. Liberté d'expression et liberté de la presse

La Constitution garantit une mesure limitée de liberté d'expression et de la presse, mais, dans la pratique, le gouvernement n'a généralement pas respecté ces droits. Il a restreint la liberté de la presse et poussé les journalistes, les directeurs de rédaction et les éditeurs à pratiquer l'autocensure. Les forces de sécurité ont étroitement surveillé les activités de la presse étrangère et nationale.

Les personnes n'étaient pas libres de critiquer le gouvernement sans crainte de représailles et le gouvernement a limité certaines formes d'expression. La loi interdit aux individus de parler de la politique nationale pendant des émissions pour des radios et télévisions étrangères au cours des deux semaines précédant des élections nationales, sous peine d'une amende de 25.000 dinars (20.833 dollars des États-Unis) par infraction. Les forces de sécurité ont fréquemment interrogé les citoyens qui avaient été vus en train de parler à des étrangers, que ces derniers soient de passage ou qu'ils résident dans le pays, et en particulier lorsqu'il s'agissait de journalistes et de membres d'organismes de défense des droits de l'homme. Le gouvernement a aussi tenté d'empêcher la tenue de réunions privées avec des diplomates étrangers et d'influencer des réunions publiques en faisant encercler les lieux par des dizaines de policiers en civil.

Le 15 juin, le parlement a amendé l'article 61 du code pénal, qui criminalise tout acte visant à nuire aux intérêts militaires et diplomatiques du pays et tout contact « avec des parties étrangères incitant un préjudice contre les intérêts économiques vitaux » et prévoit des peines de cinq à 12 ans de prison.

L'amendement définit les « intérêts vitaux » comme étant tout ce qui a trait à la sécurité économique du pays, ce qui comprendrait décourager des étrangers à investir dans le pays, influencer les emprunts nationaux, affecter les négociations commerciales, inciter au boycottage du tourisme et faire obstacle à ce que fait le pays pour obtenir des arrangements coopératifs préférentiels avec un État étranger.

Le gouvernement n'exige pas de licence pour la presse écrite, mais il exerce un contrôle rigide sur les médias par le biais d'un processus d'autorisation de publication. La presse écrite doit présenter une demande d'enregistrement des droits d'auteur au ministère de l'Intérieur, qui délivre un récépissé constituant un permis officiel de publication valable un an. Le code de la presse stipule que ce récépissé doit être délivré avant qu'une publication ne puisse être imprimée,

ce qui revient à interdire les publications non autorisées. En outre, le code de la presse met les éditeurs dans l'obligation d'avertir le ministère de l'Intérieur en cas de changement d'imprimeurs. Les imprimeurs et les éditeurs qui contreviennent à ces règles sont également personnellement passibles de fortes amendes individuelles pour chaque exemplaire tiré.

Le Conseil national pour les libertés en Tunisie (CNLT) qui a exploité la station de radio Internet indépendante *Kalima* a aussi produit le journal/magazine électronique *Kalima* sans autorisation, mais il n'était accessible que de l'étranger. En 2008, le CNLT a essayé pour la cinquième fois de faire enregistrer *Kalima*, mais les autorités ont refusé d'accuser réception de sa demande d'enregistrement. Selon des ONG internationales des droits de l'homme, ce refus du gouvernement serait dû à ses critiques du gouvernement. Toujours en 2008, selon le personnel de *Kalima*, son site Web a fait l'objet d'une attaque électronique et ses archives ont été détruites.

Le gouvernement a déclaré 90 % des journaux tunisiens étaient « privés et jouissaient de l'indépendance éditoriale ». Toutefois, sur les huit grands quotidiens en circulation, deux étaient la propriété du gouvernement, deux autres appartenaient au parti au pouvoir et deux autres, bien que théoriquement privés, recevaient des consignes rédactionnelles de hauts responsables du gouvernement. Tous les médias ont été soumis à d'intenses pressions gouvernementales en matière de contenu. On a dénombré sept journaux d'opposition à faible circulation. Cinq d'entre eux ont reçu des subventions publiques en vertu d'une loi qui accorde des fonds publics aux journaux représentant des partis d'opposition dont des membres siègent au parlement.

Les médias électroniques doivent obtenir une bande de fréquence auprès de l'Agence nationale des fréquences, laquelle relève du ministère des Technologies de la communication. L'octroi de ces licences fait l'objet de strictes restrictions.

A la mi-août, le ministère des Technologies et de la communication a accordé une licence à la fille du président, Cyrine Ben Ali Mabrouk, pour une nouvelle station de radio, Shams FM. Elle devait commencer à émettre au mois de septembre.

Il n'y a rien eu de nouveau dans l'affaire de janvier 2009 de Radio Kalima, une station de radio Internet indépendante critique du gouvernement. A la fin de l'année, ce dernier bloquait toujours l'accès aux bureaux de Radio Kalima.

Il n'y a rien eu de nouveau dans le cadre de la fermeture de Radio 6 en octobre 2009 ; à la fin de l'année elle était toujours bouclée et tout son équipement détenu par le gouvernement.

La réglementation en vigueur obligeait les correspondants étrangers à obtenir une autorisation écrite pour procéder à des enregistrements vidéo en public. Le gouvernement contrôlait la transmission par satellite des reportages réalisés par des correspondants tunisiens pour des chaînes de télévision étrangères en refusant d'octroyer des licences aux correspondants et en les obligeant à utiliser les connexions satellitaires du gouvernement.

En mai 2009 des journalistes progouvernementaux ont lancé une campagne ouverte contre le conseil d'administration du Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT) après l'annonce par ce dernier de son second rapport annuel sur la liberté de la presse. Les membres du conseil favorables au gouvernement ont donné leur démission et commencé à faire circuler une pétition auprès des membres du syndicat, demandant un congrès extraordinaire pour mener de nouvelles élections. Certains journalistes auraient été menacés de licenciement s'ils ne la signaient pas. Après le congrès tenu en août 2009, la faction favorable au gouvernement a intenté une action pour obtenir le contrôle du SNJT. En septembre de la même année, des agents de police en civil ont entouré les bureaux du syndicat et quelque 20 policiers ont battu son président, Neji B'ghouri alors qu'il tentait d'entrer dans ses bureaux. Le même jour, un tribunal de Tunis s'est prononcé en faveur de la faction favorable au gouvernement. La police a immédiatement fait appliquer l'ordonnance du tribunal et expulsé le conseil d'administration indépendant des bureaux du SNJT. Au mois d'août, le groupe indépendant de B'ghouri a porté plainte contre la main mise du gouvernement. A la fin de l'année, l'affaire était toujours en instance.

De nombreux rapports ont indiqué que le gouvernement s'opposait à la publication de la plupart des critiques à son égard dans la presse grand public et qu'il avait harcelé, arrêté et maltraité des journalistes au cours de l'année, en particulier ceux qui participaient à des activités d'opposition. Le gouvernement a invoqué le maintien de l'ordre public comme motif de la suppression des critiques et a utilisé les lois sur la diffamation pour poursuivre des journalistes ; toutefois, ces derniers ont été accusés le plus souvent d'infractions sans rapport avec leurs activités (telles que la contrefaçon), et fréquemment par des parties privées. La loi punit les auteurs de propos diffamatoires d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à cinq ans s'ils visent le président et jusqu'à trois ans s'ils concernent des corps constitués, comme la Chambre des députés, la Chambre des conseillers, les conseils constitutionnels, l'administration, les membres du gouvernement ou leurs adjoints.

Le 27 avril, les autorités ont remis en liberté le journaliste indépendant Taoufik Ben Brik après qu'il ait purgé une peine de six mois de prison. La société civile, des journalistes indépendants et l'avocat de Ben Brik ont qualifié son arrestation

en octobre 2009 pour atteinte à la pudeur, voies de fait, diffamation, destruction de biens privés et blasphème de tentative faite par le gouvernement pour réduire au silence le journalisme légitime et indépendant. L'incident s'est produit après la publication en septembre 2009 d'articles dans la presse française dans lesquels Ben Brick critiquait le gouvernement.

Le 6 juillet, la Cour d'appel de Gafsa a confirmé la peine de quatre ans de prison contre le journaliste indépendant Fahem Boukadous, condamné originellement en 2008 pour « appartenance à une association criminelle » et diffusion d'informations « susceptibles de troubler l'ordre public ». Il a été arrêté le 15 juillet, un jour après sa sortie de l'hôpital où il avait été traité pour troubles respiratoires. Les chefs d'accusation portés contre lui font suite à sa couverture en 2008 d'une série de manifestations contre le chômage qui avaient fini dans un bain de sang dans la région pauvre de Gafsa. Boukadous avait été condamné par contumace à six ans de prison, mais sa condamnation avait été infirmée lorsqu'il est sorti de la clandestinité, espérant bénéficier du pardon conditionnel accordé par le président Ben Ali en novembre 2009, autorisant la libération des personnes toujours en prison après les manifestations de 2008 à Gafsa. Dans son cas, cependant, l'affaire a été ouverte à nouveau et il a été jugé coupable et condamné à quatre ans de prison le 10 janvier.

La loi interdit la censure des journaux, revues et livres locaux, mais le gouvernement a continué de censurer les publications des médias étrangers et nationaux. Il a interdit, par exemple, la diffusion de l'édition du 29 juillet de *The Economist* et bloqué son site Web pour un article critique des droits de l'homme dans le pays, son manque de respect de la primauté du droit et de pluralisme politique.

Le gouvernement a régulièrement saisi et interdit la diffusion de journaux tunisiens contenant des articles ou des photos contraires à ses politiques. C'est ainsi, par exemple, que les autorités auraient confisqué les numéros de mars et de juillet de l'hebdomadaire d'opposition *Al-Mowqif* contenant un article sur un rapport de HRW sur les abus commis dans le pays, un appel au président Ben Ali à respecter l'interdiction faite par la constitution de se présenter aux élections de 2014 et un poème solidaire du journaliste emprisonné Fahem Boukadous, dont l'auteur était Taoufik Ben Brik.

Selon des journalistes ainsi que d'autres sources, de hauts responsables du gouvernement téléphonaient régulièrement aux directeurs des services d'information et aux rédacteurs en chef pour leur indiquer les sujets à ne pas aborder ni à publier ainsi que pour guider le contenu des éditoriaux et la couverture de l'information. Le gouvernement a en outre souvent fait pression sur les journaux pour qu'ils impriment la version officielle d'un événement,

même lorsque leurs propres journalistes étaient présents. L'Agence tunisienne de communication extérieure a appliqué ces mécanismes de censure officieux en favorisant certaines publications pour le placement d'annonces de l'État. Les entreprises privées voulant éviter d'être associées à des publications boudées par le pouvoir n'ont pas voulu acheter d'espaces publicitaires dans ces journaux.

Les directeurs et les propriétaires de médias privés, de même que les journalistes travaillant pour la presse appartenant au gouvernement et au parti au pouvoir, pratiquaient l'autocensure à un degré très poussé. Les journalistes de la presse de grande diffusion se sont régulièrement abstenus de mener des enquêtes sur certaines questions nationales. Seule la presse de l'opposition à tirage limité a abordé régulièrement des sujets controversés d'intérêt national et elle a fait l'objet d'un harcèlement régulier et fréquent de la part du gouvernement.

La loi stipule que la publication, l'introduction et la circulation d'ouvrages étrangers peuvent être soumises à des restrictions. Le ministère de la Culture a exigé des représentants de maisons d'édition exposant aux foires du livre de déposer à l'avance les titres des ouvrages ; il aurait refusé la participation de 15 maisons d'édition à foire du livre du 23 avril parce qu'elles présentaient des ouvrages contraires aux valeurs de la modernité, de l'esprit éclairé et de l'innovation. Les autorités ont aussi restreint l'importation ou la vente de publications étrangères comportant des articles jugés critiques du pays ou qui, selon le gouvernement, pouvaient entraîner une menace à la sécurité.

Liberté d'accès à Internet

Le développement rapide et continu de l'infrastructure des télécommunications du pays a continué à être poussé par une utilisation et un intérêt très étendus d'Internet. Selon les statistiques publiées cette année par l'Union internationale des télécommunications, environ 34 % des habitants du pays utilisaient l'Internet. Le gouvernement a surveillé et restreint l'utilisation de l'Internet et des communications par celui-ci. En 2009, Reporters sans frontières (RSF) a qualifié le pays d'« ennemi de l'Internet » en raison du filtrage et de la surveillance acharnées de l'Internet.

La loi autorise le gouvernement à bloquer ou à censurer les sites Internet à contenu considéré comme obscène ou de nature à troubler l'ordre public, c'est-à-dire ceux qui contiennent « des appels à la haine, à la violence, au terrorisme et à toutes formes de discrimination et de sectarisme contraires à l'intégrité et à la dignité de la personne » ou qui sont « préjudiciables à l'enfant et à l'adolescent ». Pour autant, au cours de l'année, le gouvernement a bloqué l'accès à toute une gamme de sites Internet ne correspondant pas à cette

définition. L'Agence tunisienne d'Internet, quasi-gouvernementale a contrôlé et censuré les informations sur l'Internet. Le gouvernement a bloqué pratiquement tous les sites appartenant à des groupes nationaux de défense des droits de l'homme, d'opposition et islamistes, y compris les forums de discussion. Il a aussi périodiquement bloqué les sites de nouvelles et de discussion de l'opposition pendant toute l'année. Certains sites Web étrangers étaient toujours bloqués à la fin de l'année, dont celui de RSF et YouTube. Selon l'Initiative OpenNet Initiative, dont le site Web a aussi été bloqué dans le pays, le gouvernement a utilisé, sur des serveurs sous son contrôle, des logiciels de filtrage disponibles dans le commerce, pour bloquer des sites sur les serveurs des 11 fournisseurs de service Internet (FSI) du pays.

Le 18 juillet, le Réseau arabe pour l'information sur les droits de l'homme a signalé que le gouvernement avait bloqué le forum de discussion sur le Web Fadaa Jadal Democracy (Un espace pour le débat démocratique), bien que ce site n'ait pas été officiellement lancé et en était à la phase des tests.

Outre les logiciels de filtrage, le gouvernement aurait utilisé des mesures réglementaires et fait appel à la surveillance pour surveiller et contrôler l'utilisation de l'Internet et il a poursuivi en justice et puni des personnes pour avoir exprimé leur opinion par l'Internet. En vertu de la loi, tous les fournisseurs de service Internet doivent soumettre tous les mois une liste de leurs abonnés à l'Agence tunisienne d'Internet. Des avocats et observateurs des droits de l'homme ont indiqué que les autorités avaient parfois arrêté des personnes parce qu'elles avaient visité des sites que le gouvernement associait au terrorisme et les auraient détenues sans procédures juridiques appropriées ou preuve suffisante qu'elles avaient commis un crime.

Pendant l'année, le militant des droits de l'homme et journaliste indépendant Zouheir Makhoul a signalé qu'il continuait à faire l'objet de harcèlement et d'abus de la part des forces gouvernementales (cf. section 1.c). Le 12 février, les autorités l'ont libéré sous condition après qu'il ait servi près de quatre mois de prison pour avoir « porté préjudice à autrui sur l'Internet » pour avoir affiché un film documentant les dommages subis par l'environnement et les conditions de travail dangereuses dans une zone industrielle de Nabeul. Le gouvernement s'en est aussi pris à lui pour avoir contribué sur un site Web d'information indépendant des matériels antigouvernementaux et pour avoir affiché du matériel critique du gouvernement sur Facebook et YouTube.

Selon l'ONG nationale Liberté et équité, le 23 juin, des agents de police en civil ont arrêté Heithem Mahjoubi et l'ont emmené dans un lieu inconnu pour avoir dit dans une contribution sur Facebook qu'il faisait l'objet de pressions et d'un harcèlement extrêmes de la part des autorités du gouvernorat de Sfax en raison

de la décision qu'il avait prise de louer un espace de bureaux au PDP. Il a aussi déclaré sur Facebook que les autorités avaient harcelé son père et son frère et menacé de fermer l'entreprise de lavage d'automobiles de son frère. Il a été libéré le même jour. A la fin de l'année, Mahjoubi avait annulé son accord de bail avec le PDP.

En décembre 2009 la Cour d'appel de Tunis a condamné Khedija Arfaoui, enseignante universitaire, à huit mois de prison avec sursis pour avoir affiché sur sa page de Facebook un message sur les enlèvements d'enfants qui, selon la rumeur, avaient lieu dans le pays. Le message posté par Arfaoui portait sur des rumeurs qui circulaient déjà dans le pays et avaient fait l'objet de discussion dans les médias locaux.

Liberté universitaire et manifestations culturelles

Le gouvernement a imposé des restrictions à la liberté universitaire et encouragé l'autocensure dans le milieu universitaire. Il a maintenu sous étroite surveillance les administrateurs, les enseignants et les étudiants en vue de déceler la moindre activité politique. La présence importante de policiers en uniforme et en civil sur les campus avait pour but de dissuader les étudiants d'exprimer ouvertement des idées dissidentes.

Les autorités ont exigé que les auteurs de tout travail universitaire obtiennent une autorisation préalable du ministère de la Culture pour le publier et les bibliothèques universitaires se sont abstenues d'acheter des livres étrangers ou de s'abonner à des revues étrangères jugées hostiles au gouvernement. L'étroit contrôle gouvernemental des fonds de recherche universitaire a empêché les administrateurs d'octroyer ou de solliciter des subventions pour financer des travaux sur des sujets que le gouvernement jugerait inadmissibles. Les professeurs se sont gardés d'enseigner des cours sur des sujets considérés comme délicats, comme des cours de droit sur les systèmes politiques, la politique comparée et des cours sur les libertés civiles. Ils ont souvent évité de discuter de sujets suffisamment délicats pour attirer l'attention du gouvernement, et des membres du corps enseignant ont indiqué qu'ils hésitaient à se rencontrer en dehors des salles de cours. Les enseignants étaient tenus d'obtenir la permission du ministère de l'Enseignement supérieur pour organiser des conférences et ils devaient accompagner leur demande de la liste des sujets qui seraient abordés et de celle des personnes invitées.

En juillet 2009, le gouvernement a adopté une loi requérant que toutes les productions théâtrales et artistiques étrangères non sponsorisées par le

gouvernement obtiennent l'approbation du ministère de la Culture avant toute représentation ou publication publique.

b. Liberté de réunion et d'associations pacifiques

La loi garantit la liberté de réunion et d'association, mais dans la pratique, le gouvernement a imposé de sévères restrictions à ce droit.

Liberté de réunion

La loi exige que les groupes souhaitant organiser une réunion publique, un rassemblement ou une manifestation obtiennent une autorisation auprès du ministère de l'Intérieur ; la demande doit être faite au plus tard trois jours avant la date de l'événement prévu et être accompagnée de la liste des participants. En règle générale, les groupes qui soutiennent les positions du gouvernement ont obtenu facilement cette autorisation, contrairement aux groupes dissidents qui se la sont généralement vue refuser. Comme les années précédentes, les responsables d'ONG ont indiqué avoir eu des difficultés à louer des espaces pour y tenir de grandes réunions. Ils ont affirmé que la police faisait pression sur les gérants des locaux pour les dissuader de répondre favorablement à la demande de certains groupes. Les gérants d'hôtels et les propriétaires d'entreprises ont nié avoir reçu des consignes spécifiques concernant la location d'espaces à des groupes de l'opposition ; toutefois, ils ont reconnu qu'ils coopéraient avec le ministère et qu'ils essayaient de satisfaire ses demandes dans la mesure du possible. Le gouvernement a empêché la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) de tenir des réunions à son siège à Tunis comme dans ses bureaux régionaux (cf. section 5).

Le 24 mars, le gouvernement a empêché HRW de tenir une conférence de presse publique pour annoncer la publication d'un rapport documentant le traitement d'anciens prisonniers politiques par les pouvoirs publics. Plusieurs hôtels du pays avaient offert des sites pour la tenue de la conférence de presse de HRW, mais ont par la suite retiré leur offre. Une suite d'hôtel que le personnel de HRW avait réservée pour y tenir la conférence de presse a été inondée le 23 mars, trois heures avant la tenue de celle-ci. HRW l'a donnée dans le bureau d'un militant de la société civile. La police n'a autorisé qu'un diplomate étranger et trois autres personnes à y assister.

Début mai, le blogueur indépendant Zied El-Heni et Salah Forti, secrétaire général de l'« Union tunisienne des stations de radio libres » ont annoncé la tenue d'une manifestation pacifique devant le ministère des Technologies de la communication le 3 mai. Le 2 mai, des agents de police ont entouré le domicile d'El-Heni et l'ont gardé sous surveillance jusqu'au 3 mai. Le même jour, il a

signalé que la police l'avait suivi alors qu'il accompagnait ses enfants à l'école. La manifestation prévue n'a pas eu lieu.

Le 26 juillet, plusieurs jours avant une conférence publique du PDP sur les origines du mouvement démocratique dans le pays, un grand nombre d'agents de police en civil ont bloqué toutes les rues et les points d'accès au siège du PDP au centre-ville de Tunis. La police a refoulé des membres de la société civile, des journalistes et d'autres invités, ainsi que les orateurs prévus, dont le journaliste indépendant Lotfi Hajji et l'historien tunisien Ali Marzouki.

Le gouvernement a eu recours à la police et à d'autres forces de sécurité pour surveiller, encadrer et parfois disperser des manifestations. En règle générale, ni la police ni les manifestants n'ont eu recours à la violence ; toutefois, quelques exceptions sont à signaler, comme les échauffourées entre les forces de l'ordre et les manifestants qui essayaient de passer à travers les barrages de police bloquant l'accès à un lieu de manifestation ou qui n'obéissaient pas à l'ordre de la police de se disperser.

Le 18 décembre, des manifestations ont éclaté à Sidi Bouzid en signe de solidarité avec Mohammed Bouazizi, un jeune diplômé d'université qui s'était immolé par le feu le 17 décembre pour protester contre le refus du gouvernement de le laisser vendre des légumes sans licence. Les forces de sécurité ont initialement réagi en faisant usage de gaz lacrymogènes et elles ont arrêté environ 80 personnes. Les manifestations se sont étendues à des villes voisines. Le 24 décembre, à Menzel Bouzaïane, les forces de sécurité se sont servies de munitions réelles contre les manifestants. L'un d'eux, Mohamed Ammari, a été tué d'une balle dans la poitrine et 10 autres auraient été blessés. La presse gouvernementale a déclaré que les forces de sécurité avaient agi pour se protéger lorsque les manifestants ont attaqué le bureau de la Garde nationale, un train et plusieurs magasins. Elle a aussi signalé que deux membres de la Garde nationale étaient dans le coma à la suite de blessures reçues durant la manifestation.

En signe de protestation de la mort de Mohamed Ammari, d'autres échauffourées ont éclaté le 25 décembre entre les forces de sécurité et des manifestants à Al-Ragab et Maknasi dans la région du centre de la Tunisie. Plusieurs manifestants auraient été blessés et les forces de sécurité en auraient arrêté de nombreux autres. Des centaines de manifestants se sont aussi rassemblés le 26 décembre devant le siège de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) à Tunis, pour demander des perspectives d'emploi plus équitables et la fin du siège de Sidi Bouzid par les forces de sécurité.

Il n'y a rien eu de nouveau dans les affaires juridiques ayant fait suite aux troubles qui ont suivi les manifestations de Gafsa en 2008 ; des avocats des droits de l'homme ont cependant signalé que le 3 avril, un tribunal de cette ville avait condamné Adel Amaidia, Amine Khaldia, Aymen Amaied et Fethi Amaied, qui avaient tous été arrêté le 12 mars, à des peines allant jusqu'à six mois de prison pour avoir protesté contre le nouveau processus de recrutement mis en place par la société des phosphates de Gafsa après les manifestations. En 2008, les autorités ont arrêté des douzaines de manifestants, en ont tué un par balle et en ont blessé 18 autres. Il n'y a rien eu de nouveau dans l'enquête ouverte sur le tir mortel. Le gouvernement a maintenu que les manifestations étaient violentes alors que des ONG nationales ont affirmé qu'elles étaient pacifiques.

Liberté d'association

La loi garantit la liberté d'association, mais dans la pratique le gouvernement n'a généralement pas respecté ce droit. La loi exige que les nouvelles ONG soumettent au gouvernement une demande d'enregistrement. Si le gouvernement ne rejette pas cette demande dans les 90 jours, l'ONG est automatiquement considérée comme étant enregistrée. Le gouvernement a régulièrement refusé d'enregistrer de nouvelles ONG indépendantes en refusant de leur délivrer un récépissé accusant réception de leur demande d'enregistrement. Sans ce récépissé, les ONG ne peuvent pas démentir les affirmations du gouvernement selon lesquelles elles n'avaient pas déposé de demande d'enregistrement et ne pouvaient donc pas entrer en activité. Si elles passaient outre, elles pouvaient être fermées, leurs biens saisis et leurs membres poursuivis pour « appartenance à une organisation non reconnue ». À Gafsa, plusieurs protestataires ont été arrêtés ou poursuivis sur ce chef d'accusation après avoir participé aux manifestations de 2008.

Il a été signalé qu'un grand nombre de membres du RCD auraient essayé d'adhérer à des ONG ou des syndicats indépendants dans l'intention apparente de limiter l'indépendance de ces organismes en se faisant élire aux organes de direction pour en assumer le contrôle ou en perturber le fonctionnement. Par exemple, le 8 septembre, une faction favorable au gouvernement a pris la direction du syndicat des journalistes.

Malgré la nomination, sur recommandation du gouvernement, de trois personnalités éminentes de la société civile en tant que médiateurs neutres dans la crise de leadership de la LTDH, à la fin de l'année elle n'avait toujours pas régularisé sa situation avec les pouvoirs public ou tenu un sixième congrès. En juin 2009, la Cour de cassation a confirmé un jugement de 2001 annulant toutes les décisions et tous les organes émanant du cinquième congrès de la LTDH,

dont le comité permanent nouvellement élu et ordonné à la LTDH de tenir un nouveau congrès. Selon la direction de la LTDH, la seule façon pour elle de poursuivre son travail sur les droits de l'homme consistait à s'assurer que des membres favorables au gouvernement soient élus au sein du comité permanent de cette ONG.

c. Liberté de religion

Pour une description complète de la liberté de religion, veuillez consulter le *Rapport 2010 sur la liberté de religion dans le monde* à l'adresse suivante : www.state.gov/g/drl/irf/rpt.

d. Liberté de mouvement, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, protection des réfugiés et apatrides

La loi garantit la liberté de déplacement à l'intérieur du pays, les voyages à l'étranger, l'émigration et le rapatriement, mais le gouvernement n'a pas toujours respecté ces droits dans la pratique. Il a restreint les déplacements dans le pays et à l'étranger de certains dissidents, d'Islamistes et de leurs proches. La loi autorise le gouvernement à astreindre certains anciens prisonniers à une période de « contrôle administratif » pouvant aller jusqu'à cinq ans, limitant leurs possibilités de déplacement dans le pays et hors de celui-ci.

Le gouvernement a généralement coopéré avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) et d'autres organisations humanitaires pour aider les réfugiés, les demandeurs d'asile et autres personnes relevant de la compétence de ces organisations ; toutefois, il n'a pas assuré la protection de ces personnes et n'a pas autorisé le HCR à accéder aux centres de détention. En l'absence de législation spécifique sur ce qui touche aux réfugiés, ceux-ci ont été traités comme des étrangers et il n'y a pas eu de restriction officielle apportée à leurs déplacements.

La loi autorise les tribunaux à décider du retrait de passeports ; elle contient de larges dispositions qui permettent aux tribunaux et au ministère de l'Intérieur de confisquer les passeports pour des raisons de sécurité nationale, sans que les citoyens aient le droit de présenter des arguments contre la confiscation de leur passeport ou de faire appel de la décision du juge. Le ministère est tenu de présenter ses requêtes de retrait ou de non-délivrance de passeport au tribunal par l'intermédiaire du Procureur de la République ; pour autant, il a souvent dérogé à cette procédure, et ce en toute impunité. De nombreux citoyens, et en particulier des journalistes, ont fait part de difficultés rencontrées lors de la demande ou du renouvellement de leurs passeports et accusé de gouvernement de bloquer leurs demandes seulement en raison de leur opposition politique.

Le gouvernement aurait continué à ignorer les demandes de passeport de Mohamed Nejib Krifi, un ancien prisonnier politique. Il est privé de son passeport depuis 1998 et a envoyé, depuis 2003, sept demandes aux ministères de l'Intérieur aussi bien que de la Justice, sans réponse.

Le 3 avril, la police a informé Mohamed Hamrouni, un journaliste d'*Al-Mowqif*, qui avait soumis une demande de passeport en mai 2009, que celle-ci avait été rejetée par le ministère de l'Intérieur. Il attribue ce rejet à son travail en tant que journaliste de l'opposition.

Le journaliste et ancien prisonnier Slim Boukdhir était toujours sans passeport à la fin de l'année. Il avait soumis sa demande originale en 2003 et avait été arrêté en 2007 et avait passé neuf mois en prison pour insulte à un officiel public, attentat à la pudeur et refus de présenter sa carte d'identité à un officiel de la sécurité.

L'ancien dirigeant d'An-Nahdha, Mohamed Sedki Labidi est privé de son passeport depuis 14 ans, sans décision de justice.

En vertu de la Constitution, aucun citoyen ne peut être contraint à l'exil ni se voir interdire le droit de revenir dans son pays ; toutefois, le gouvernement a eu recours aux mesures de contrôle administratif pour imposer une forme d'exil intérieur. Les mesures de contrôle administratif, qui s'appliquent dès qu'un prisonnier est remis en liberté, sont apparentées aux restrictions de la libération conditionnelle, à cette exception près qu'elles peuvent rester en vigueur même une fois que le prisonnier a purgé sa peine. Le gouvernement oblige les personnes visées par ces mesures à rester « dans leur région de résidence », laquelle est choisie par le gouvernement et peut être n'importe où dans le pays. En outre, ces personnes peuvent être tenues de se présenter régulièrement au commissariat, souvent tous les jours et à une heure fixée la veille seulement. Là, elles peuvent attendre des heures avant de pouvoir signer le registre de présence, ce qui fait qu'il leur est impossible d'avoir un travail normal. De nombreux Islamistes libérés de prison ces dernières années ont été soumis à ce type de d'exigence.

En vertu de la loi, le contrôle administratif ne peut être imposé qu'au moment du prononcé de la peine ; or un ancien professeur de lycée, Nouri Chniti, a dit être soumis à un contrôle administratif depuis 1991, alors que cette mesure n'avait pas été imposée au moment de sa condamnation, l'enseignant ayant été condamné cette année-là à une peine avec sursis pour appartenance au mouvement An-Nahdha.

Certains opposants politiques qui étaient partis en exil volontaire à l'étranger n'ont pas pu se procurer de passeport ni le faire renouveler pour rentrer en Tunisie. En août 2009, Sihem Bensedrine, porte-parole du CNLT et rédactrice en chef de *Kalima* a pris part à un sit-in avec son fils au consulat de Tunisie à Toulouse, en France, pour protester contre ce qu'elle considérait comme étant le refus arbitraire du consulat de renouveler le passeport de son fil à cause de son militantisme politique. Celui-ci a par la suite obtenu un passeport.

Protection des réfugiés

Le droit d'asile et le statut de réfugié sont prévus par la loi, mais l'État n'a pas mis en place un régime de protection des réfugiés ou d'autres personnes en situation similaire. Dans la pratique, il n'a pas assuré la protection de ces personnes contre l'expulsion ou le retour dans des pays où leur vie ou leur liberté pourrait être en danger en raison de leur race, de leur religion, de leur nationalité, de leur appartenance à un groupe social particulier ou de leur opinion politique.

En l'absence de lois et de mesures administratives officielles et spécifiques régissant la situation des réfugiés et des demandeurs d'asile, le HCR s'est chargé de toutes les procédures de détermination du statut de réfugié. Il a maintenu une liaison avec le ministère des Affaires étrangères, en particulier avec le service consulaire, pour toutes les déterminations de statut de réfugié. Une fois leur statut établi par le HCR, les réfugiés ont demandé des permis de résidence au ministère des Affaires étrangères. L'octroi ou le renouvellement d'un permis de résidence était sujet à approbation du gouvernement et n'était pas automatique. Dans plusieurs cas, le gouvernement a arbitrairement refusé des permis de résidence à certains réfugiés en dépit de leur statut établi en tant que tel par le HCR. Bien que ce dernier, aux termes de son mandat, ait cherché à obtenir la réinstallation de réfugiés ayant des besoins spécifiques en matière de protection, le gouvernement n'a pas approuvé de telles demandes et à la fin de l'année de nombreuses demandes de naturalisation étaient en attente.

Les réfugiés étaient été soumis au régime des travailleurs étrangers du code du travail avant de pouvoir obtenir un permis de travail. Une grande majorité de réfugiés travaillaient dans le secteur informel, où ils risquaient de se faire exploiter.

Section 3 Respect des droits politiques : droit des citoyens de changer de gouvernement

La constitution prévoit le droit des citoyens de changer pacifiquement de gouvernement ; d'importantes limitations ont cependant été apportées au droit des citoyens de le faire. La loi prévoit que le président et les membres de la Chambre des députés sont élus au suffrage direct par les citoyens pour un mandat de cinq ans, mais de fréquentes irrégularités ont entaché la légitimité des élections. Le Président nomme le Premier ministre, le cabinet et les 24 gouverneurs. Le parti au pouvoir est en place depuis l'indépendance du pays en 1956. Il domine le gouvernement et la législature ainsi que les instances gouvernementales régionales et locales.

Élections et participation politique

Lors des élections nationales d'octobre 2009, le président Ben Ali, au pouvoir depuis 1987, s'était présenté face à trois autres candidats et a été réélu pour un cinquième mandat de cinq ans. Selon le gouvernement, le taux de participation aux élections a été de 89 % sur une population de 4,9 millions d'électeurs admissibles. Des observations officieuses ont suggéré que ce chiffre avait été gonflé par le gouvernement. Le gouvernement a rejeté 15 des 26 listes électorales législatives du PDP et 12 des 26 proposées par le mouvement Ettajdid. Dans certains cas, ces listes ont été rejetées sans explication. Par contraste, un maximum de cinq des 26 listes de candidats de cinq partis d'« opposition » considérés comme amicaux par le gouvernement ont été rejetées.

La période précédant les élections a été marquée par des irrégularités et des inégalités. Une coalition de trois ONG nationales indépendantes — la LTDH, le CNLT et l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD) — ont qualifié de problèmes graves le manque d'accès aux médias pendant la campagne électorale et la partialité de ceux-ci en faveur du parti au pouvoir. Les candidats de l'opposition et d'autres observateurs ont fait état d'intimidation des électeurs ainsi que de restrictions imposées à la distribution de prospectus électoraux et à l'organisation de manifestations électorales.

Des restrictions ont été imposées aux partis politiques autres que le RCD au pouvoir. En application de la loi, le gouvernement interdit l'établissement de partis politiques sur la base de la religion, de la langue, de la race ou du sexe. La loi requiert aussi que tout candidat aux présidentielles soit le chef élu d'un parti politique et qu'il ait occupé ce poste pendant au moins deux ans. Au moins deux partis d'opposition ne disposaient pas de candidat répondant à ce critère.

On note une forte intégration entre le gouvernement et le RCD ; tous ceux qui occupent ou ont occupé un poste de haut niveau au gouvernement occupent les échelons supérieurs de la hiérarchie du parti. Le président de la République est

aussi le président du parti ; le vice-président et le secrétaire général du parti ont rang de ministre. Tous les membres du bureau politique du RCD ont rang de ministre, compte tenu de leurs états de service, passés ou actuels, dans la fonction publique. L'adhésion au RCD conférait des avantages tangibles. Par exemple, on a souvent entendu dire que les membres du parti et leur famille étaient les mieux lotis en matière d'éducation et de logement, d'attribution de permis concernant les petites entreprises et de dérogations à la réglementation en matière de zonage.

Pour compenser les avantages dont jouit le parti au pouvoir, le code électoral stipule que 25 % des sièges de la Chambre des députés doivent être occupés par les sept partis d'opposition officiellement reconnus, ces sièges devant être attribués proportionnellement aux partis qui ont obtenu au moins un siège au scrutin direct. Lors des élections d'octobre 2009, cinq des partis d'opposition ont obtenu des sièges en vertu de cette disposition. Les 161 sièges restants sont revenus au RCD.

Le gouvernement a continué à refuser de reconnaître le parti écologique « Tunisie Verte », qui avait soumis une première demande de reconnaissance officielle en 2004.

Il y avait 77 femmes parmi les 326 parlementaires, une femme parmi les 29 ministres et trois femmes parmi les 13 secrétaires d'État (considérés comme des membres juniors du Cabinet). Trois femmes étaient présidentes d'une chambre de la Cour suprême et deux siégeaient au Conseil supérieur de la magistrature, qui se compose de 15 membres.

La législature comptait un membre de la communauté juive. Il n'y avait pas de nombre fixe de postes de parti politique ou de sièges parlementaires pour les membres d'un groupe minoritaire.

Section 4 Corruption et transparence dans la fonction publique

La loi prévoit des sanctions pénales en cas de corruption de fonctionnaires. Des indications anecdotiques donnent à penser que la corruption est en augmentation, mais les allégations sont difficiles à prouver. Les fonctionnaires ne sont pas soumis à l'obligation de divulguer les informations financières les concernant. La Haute inspection des forces de sécurité intérieure et de la douane a pour mission non seulement de veiller au respect des droits de l'homme et d'améliorer l'application de la loi, mais aussi de réduire la corruption. Il n'y a eu aucun rapport public sur ses activités au cours de l'année.

Selon *Kalima*, les autorités gouvernementales ont interrogé, le 7 juillet, plus de 20 juges pour pots-de-vin et corruption allégués par le ministère de la Justice. A la fin de l'année, l'issue de ces interrogations présumées n'avait pas été indiquée.

Il n'existe aucune loi qui permette aux citoyens d'avoir accès à des documents du gouvernement. Le gouvernement n'a pas donné accès à ses documents, y compris aux médias étrangers.

Section 5 Attitude du gouvernement concernant les enquêtes internationales et non gouvernementales portant sur des violations présumées des droits de l'homme

Le gouvernement s'est opposé activement aux enquêtes sur les violations des droits de l'homme menées par des ONG nationales et internationales, lesquelles ont éprouvé des difficultés à enquêter et à publier les résultats de leurs enquêtes, et il a cherché à surveiller et à contrôler les activités de certaines ONG étrangères dans le pays.

Il y avait une douzaine d'ONG nationales de défense des droits de l'homme, mais seulement la moitié d'entre elles étaient reconnues. Certaines ONG pro-gouvernementales ont reçu des fonds publics. Le gouvernement a eu des contacts avec des ONG locales de défense des droits de l'homme officiellement reconnues et, de temps à autre, a donné une suite favorable à leurs requêtes ; en revanche, il s'en est pris à certaines personnes affiliées à des ONG non officiellement reconnues, qu'il a harcelées et poursuivies en justice.

La LDTH, qui dispose de 41 sections réparties sur l'ensemble du territoire, a toujours été l'une des organisations militantes indépendantes parmi les plus actives du pays, même si le blocage imposé par le gouvernement a réduit son efficacité opérationnelle (cf. section 2.b). Elle a reçu des plaintes d'atteintes aux droits, a mené des enquêtes et a dénoncé les violations, mais le gouvernement a rarement réagi à ses communiqués. Le gouvernement a continué à bloquer un don octroyé à la LDTH par l'Union Européenne, se retranchant derrière une loi sur le financement des ONG qui empêche celles-ci de recevoir des fonds sans l'autorisation du gouvernement.

Le 8 février, des inconnus ont cambriolé le siège de l'organisation en dépit de l'affectation permanente de policiers en civil à la garde du bâtiment. Selon la LTDH, les cambrioleurs ont volé d'objets spécifiques, comme des dossiers et le principal serveur de l'organisation, mais ont laissé derrière des biens de valeur financière, dont des postes de télévision, des tableaux et du mobilier.

Le 22 mai, les pouvoirs publics ont placé des policiers en civil sur toutes les rues donnant accès au siège de la LTDH, empêchant les invités d'assister à la fête de son 33^e anniversaire. Seuls les membres du comité permanent de la LTDH ont été autorisés à pénétrer dans le bâtiment, tous les autres invités, dont des diplomates étrangers, ont été refoulés.

Depuis 1998, le gouvernement refuse d'autoriser l'enregistrement du CNLT en tant qu'ONG. Ce dernier a publié des communiqués dans lesquels il critique vivement les pratiques du gouvernement en matière de droits de l'homme. De son côté, le gouvernement a accusé les membres du CNLT de contrevenir à la réglementation sur les publications en publiant des communiqués sans l'autorisation préalable des autorités.

Le gouvernement a cherché à surveiller et à contrôler les activités de certaines ONG étrangères dans le pays. Il a arbitrairement refusé l'entrée dans le pays à certains observateurs des droits de l'homme d'ONG internationales et aurait surveillé les activités de ceux qui avaient été autorisés à entrer dans le pays. Par exemple, il a refusé d'autoriser HRW à tenir une conférence de presse annonçant la publication de son rapport sur les anciens prisonniers politiques (cf. section 2.b).

Bien qu'ayant généralement maintenu de bonnes relations de travail avec les agences de l'ONU et d'autres organes internationaux opérant dans le pays, le gouvernement a surveillé et contrôlé leurs activités.

Le gouvernement a autorisé Martin Scheinin, rapporteur spécial des Nations Unies sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, à se rendre dans le pays du 22 au 26 janvier, première visite de ce genre depuis 1999. Lors de cette visite de quatre jours, il a rencontré divers ministres et membres de la communauté diplomatique et rendu visite à plusieurs détenus, dont Ramzi Romdhani (cf. section 1.c). Un rapport sur ses constatations n'avait toujours pas été publié à la fin de l'année.

Selon des rapports crédibles, la police aurait empêché certains membres de familles de prisonniers politiques de se rendre dans les bureaux du CICR et en aurait surveillé et parfois harcelé d'autres.

Le ministère de la Justice est le principal organisme gouvernemental chargé des questions relatives aux droits de l'homme, mais d'autres ministères ont eux aussi des bureaux des droits de l'homme. Ce ministère n'a publié aucun rapport concernant les plaintes qu'il aurait reçues ou les cas sur lesquels il aurait enquêté. Le Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme, entité

nommée et financée par le gouvernement, a reçu, traité et parfois réglé des plaintes concernant les droits de l'homme relatives aux conditions de vie dans les prisons, aux demandes d'amnistie soumises par les familles de prisonniers et d'autres demandes. Le Comité publie deux rapports par an : un, confidentiel, qui est remis directement au président et auquel le public n'a pas accès et un second qui est rendu public. Ce dernier donnait des détails sur les efforts déployés par le Comité pour faciliter les visites des familles dans les prisons et améliorer certaines conditions de détention.

Section 6 Discrimination, violences sociétales et traite des personnes

La constitution stipule que tous les citoyens sont égaux devant la loi et le gouvernement a généralement respecté ce principe dans la pratique, encore que le droit des successions et le droit de la famille, ainsi que les dispositions sexospécifiques du code civil pénalisent les femmes. En règle générale, le gouvernement n'a classé aucun groupe comme étant une minorité raciale, ethnique, religieuse ou indigène et n'a pas eu d'interaction avec eux.

Femmes

Le code pénal prohibe expressément le viol, y compris entre époux, et le gouvernement a vigoureusement appliqué les lois en la matière, les cas de viol recevant une large couverture médiatique ; toutefois, il n'a été signalé aucun cas de poursuites judiciaires pour viol conjugal. Le viol accompagné de violence ou commis sous la menace d'une arme est puni par la peine capitale ; toute autre forme de viol est punie par la réclusion à perpétuité. Des facteurs culturels ont probablement contribué à la sous-déclaration des cas de viol, y compris entre époux. Aucune statistique n'était disponible sur la prévalence du viol.

Les lois qui répriment la violence familiale punissent les agressions commises par un conjoint ou un autre membre de la famille par des peines qui sont le double de celles infligées aux agresseurs non apparentés à leurs victimes ; cependant, ces lois ont rarement été appliquées. La violence familiale est considérée comme un grave problème. Selon l'Union nationale de la femme tunisienne (UNFT), qui bénéficie du soutien du gouvernement, dispose d'un centre d'aide aux femmes et aux enfants en difficulté et parraine des campagnes d'éducation des femmes, le refuge de Tunis pour les femmes battues a traité de nouveaux cas de violence familiale pendant l'année, dont 218 de violence physique. Le refuge s'occupait en outre de 500 affaires en cours provenant des années précédentes.

Le harcèlement sexuel a posé problème, encore que son étendue soit impossible à mesurer du fait de l'absence de données détaillées. Certains groupes de la

société civile ont critiqué la loi sur le harcèlement comme étant trop vague et pouvant se prêter à des abus. Les victimes de harcèlement sexuel doivent porter plainte auprès d'un tribunal correctionnel où les allégations font l'objet d'une enquête. En vertu du code pénal, les auteurs de harcèlement sexuel s'exposent à une peine d'un an de prison et à une amende de 3.000 dinars (environ 2.307 dollars des États-Unis).

Il n'y a pas eu de rapports d'ingérence du gouvernement dans le droit des couples et des personnes individuelles à décider librement et de manière responsable du nombre de leurs enfants, de l'espacement des naissances et du moment de les avoir et d'obtenir des informations et des moyens de le faire sans discrimination, coercition et violence. Les femmes avaient libre accès aux moyens de contraception. En collaboration avec des ONG, le gouvernement a maintenu sa politique nationale consistant à avoir un faible taux de natalité en faisant appel à des campagnes de sensibilisation du public. Il a aussi fourni des soins de santé essentiels pour les femmes, y compris des sages-femmes qualifiées et un traitement pour les infections sexuellement transmises, dont le VIH. Plusieurs ONG nationales enregistrées s'occupent aussi des personnes séropositives. En 2008, le Fonds des Nations Unies pour la population a estimé que le taux de mortalité maternelle était de 60 pour 100.000 naissances vivantes.

Les femmes ont fait l'objet de discrimination aux termes de la loi. Le droit civil se fonde sur le code Napoléon, encore que les juges aient souvent appliqué la charia dans les affaires de famille et d'héritage. La plupart des biens acquis pendant le mariage, y compris ceux qui sont acquis exclusivement par la femme, sont enregistrés sous le nom du mari. À la signature du contrat de mariage, les futurs époux ont le choix entre le régime de la communauté des biens ou celui de la séparation des biens. Le droit coutumier basé sur la charia interdit aux musulmans d'épouser un non-musulman. L'application de la charia en matière d'héritage est demeurée une source de discrimination à l'encontre des femmes, encore que certaines familles l'aient contourné en passant des contrats de vente entre parents pour assurer que les filles reçoivent une part des biens égale à celle des garçons. Il existait un système de deux poids, deux mesures, en fonction du sexe et de la religion : une femme qui n'est pas musulmane et son époux musulman ne peuvent pas hériter l'un de l'autre. Les enfants nés de tels couples sont considérés comme musulmans par le gouvernement et ils ne peuvent pas hériter de leur mère. La nationalité peut être transmise par la mère, quelle que soit la nationalité du père. Le 23 novembre, le gouvernement a amendé le code national pour accorder aux femmes mariées à des non citoyens le droit de transmettre leur citoyenneté à leurs enfants sans le consentement des pères non citoyens.

La loi exige expressément le versement d'un salaire égal à travail égal. Elle permet cependant à certaines catégories de fonctionnaires de sexe féminin la possibilité de travailler à temps partiel et de toucher les deux tiers de leur salaire. Selon le gouvernement, cette loi visait à répondre au désir exprimé par les femmes de concilier vie familiale et vie professionnelle. Pour les militantes des droits de la femme, dont l'ATFD, établir une distinction juridique entre les femmes et les hommes a fait faire un grand bond en arrière aux droits de la femme sur les lieux de travail.

Le gouvernement a continué à soutenir et à financer l'UNFT, des associations professionnelles de femmes et le Centre de recherches, d'études, de documentation et d'information sur la Femme.

Enfants

La citoyenneté peut être obtenue d'un père tunisien, d'une mère tunisienne et d'un père inconnu, d'une mère tunisienne et d'un père sans nationalité, par naissance en Tunisie avec une mère tunisienne et un père étranger.

Le gouvernement fournissait une éducation gratuite jusqu'au niveau universitaire, les enfants étant obligés d'être scolarisés jusqu'à l'âge de 16 ans.

La loi réprime sévèrement l'abandon de mineurs et les voies de fait à leur encontre, mais il n'a pas été fait état de cas particulier de maltraitance d'enfants pendant l'année. Le 26 juillet, le gouvernement a amendé le code pénal pour criminaliser les punitions corporelles infligées aux mineurs par leurs parents. La loi no 2010-40 a amendé l'article 319 du code pénal, faisant de toute voie de fait même mineure une infraction criminelle. Les médias n'ont généralement pas signalé d'actes de violence ou de voies de faits contre des enfants. Des travailleurs sociaux ont fourni, dans deux refuges de l'UNFT, une assistance aux femmes et aux enfants victimes de violence. Le ministère des Affaires de la femme, de la famille, de l'enfance et des personnes âgées a employé un délégué à la protection des enfants dans chacun des 24 gouvernorats du pays pour intervenir dans les cas d'exploitation sexuelle, économique ou criminelle des enfants.

Il n'a pas été fait état en public de cas de prostitution d'enfants aux fins de survie sans participation d'une tierce partie. La loi impose une peine de trois à cinq ans de prison pour incitation d'un mineur à la débauche. Elle fixe l'âge minimum des rapports sexuels par consentement à 20 ans pour les deux sexes. Le consentement doit être donné sans rémunération matérielle ou il y a alors « prostitution clandestine ». Les parties âgées de moins de 13 ans ne sont pas considérées comme ayant la capacité légale de donner leur consentement. Les

relations sexuelles avec des parties âgées de 13 à 15 ans sont passibles de six ans de prison. Si la partie a plus de 15 ans, mais moins de 20, la peine est de cinq ans de prison. La loi interdit l'incitation d'un mineur à la débauche et punit tout contrevenant d'une peine allant jusqu'à six ans de prison et d'une amende. Cette loi couvre la pornographie juvénile. La loi stipule aussi que le mariage du contrevenant et de la victime suspend toute poursuite judiciaire contre le contrevenant. Il peut toujours être responsable au criminel en cas de divorce et si une demande officielle de poursuites judiciaires est soumise aux autorités dans les deux ans suivant le divorce.

Le pays n'est pas partie à la Convention de La Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Pour de plus amples informations sur les enlèvements internationaux d'enfants par leurs parents, veuillez consulter le rapport annuel du Département d'État à ce sujet à l'adresse suivante : http://travel.state.gov/abduction/resources/congressreport/congressreport_4308.

Antisémitisme

Le gouvernement a étroitement collaboré avec les 1.600 membres de la population juive et les a protégés. Les juifs ont fait l'objet de diffamations dans les médias, particulièrement en réaction à l'incident avec la flottille à Gaza au mois de mars.

Traite des personnes

Pour de plus amples informations sur la traite des personnes, veuillez consulter le *Rapport annuel du Département d'État sur la traite des personnes* à l'adresse suivante : www.state.gov/g/tip.

Personnes handicapées

La loi interdit la discrimination contre les personnes atteintes de handicaps physiques ou mentaux et elle stipule qu'un pour cent au moins des emplois des secteurs public et privé doivent leur être réservés ; pour autant, selon des ONG, cette loi ne serait pas suffisamment respectée et beaucoup d'employeurs en ignorerait même l'existence. Il y a eu des cas de discrimination à l'encontre des handicapés en matière d'emploi, d'éducation, d'accès aux soins de santé ou d'autres services publics. Le gouvernement a accru les programmes de formation professionnelle dans l'artisanat visant les handicapés en vue d'un emploi futur. Tous les nouveaux bâtiments publics construits depuis 1991 doivent être accessibles aux personnes handicapées physiques, et cette consigne était respectée, mais les handicapés n'avaient pas accès à la plupart des

bâtiments construits avant 1991. Le gouvernement délivrait des cartes d'invalidité qui conféraient certains avantages à leur titulaire, dont le droit de stationnement illimité, la priorité en matière de soins médicaux, des places réservées dans les transports en commun et l'obtention de réductions dans les magasins. Le gouvernement accordait des avantages fiscaux aux entreprises qui embauchaient des handicapés moteurs, de même qu'il appuyait généreusement les ONG qui œuvraient en faveur des handicapés. C'est au ministère des Affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger qu'il appartient de protéger les droits des handicapés.

Bien qu'il existe toujours une stigmatisation sociale associée à la maladie mentale, plusieurs ONG actives dans la société ont fourni une aide dans les domaines de l'éducation, de la formation professionnelle et des loisirs aux enfants et aux jeunes adultes ayant un handicap mental. Le gouvernement et diverses organisations internationales ont financé plusieurs programmes.

Abus sociétaux, discrimination et actes de violence fondés sur l'orientation sexuelle et l'identité sexuelle

L'homosexualité est illicite et le code pénal (article 230) la criminalise avec des peines allant jusqu'à trois ans de prison. Il existe des preuves anecdotiques que les homosexuels sont exposés à la discrimination, y compris des allégations selon lesquelles les agents de police ont parfois brutalisé des homosexuels qui ne s'en cachaient pas et les ont accusés d'être la source du sida. Il n'a pas été fait état de personnes arrêtées pour activités homosexuelles.

Autres violences et discriminations sociétales

Il existe des preuves anecdotiques indiquant que les personnes vivant avec le VIH-sida sont exposées à certaines formes de discrimination, notamment dans les domaines de la qualité des soins médicaux et de l'accès à ces derniers.

Section 7 Droits des travailleurs

a. Droit d'association

La loi reconnaît aux travailleurs le droit de s'organiser et de former des syndicats, mais ce droit n'a pas toujours été respecté dans la pratique. L'UGTT était la seule centrale syndicale du pays, comptant environ 14 % de la main-d'œuvre du pays en tant que membres, dont des fonctionnaires et des employés d'entreprises publiques. Les conventions collectives couvraient une part nettement plus importante de la population active.

D'un point de vue juridique, l'UGTT et les syndicats qui la constituent sont indépendants du gouvernement et du parti au pouvoir et avaient le droit de décider de leur leadership ; toutefois, ils étaient soumis à une réglementation qui limitait leur liberté d'action et les leaders syndicaux travaillant dans les entreprises publiques ont souvent été harcelés, menacés et punis. Pendant l'année, l'UGTT, citant un manque d'indépendance et de démocratie dans le processus de sélection et une répartition injuste des sièges, a de nouveau refusé de soumettre une liste de 14 candidats aux sièges qui lui sont réservés à la Chambre des conseillers nouvellement établie.

Selon l'UGTT, le 16 juillet, les autorités auraient empêché deux membres de la confédération syndicale française Force ouvrière d'entrer le pays pour une conférence sur le travail prévue à Bizerte.

Le droit de grève est reconnu à tous les syndicats, y compris à ceux de la fonction publique, à condition que toute décision de grève soit précédée d'un préavis de dix jours adressé à l'UGTT et approuvée par cette dernière. L'approbation ou le refus est déterminé au cas par cas. La Confédération syndicale internationale (CSI) a qualifié l'exigence de l'aval de l'UGTT de violation des droits des travailleurs, mais dans la pratique l'approbation de l'UGTT était rarement sollicitée. La loi interdisait les représailles contre les grévistes et le gouvernement a généralement respecté cette disposition. Les conflits du travail sont résolus par des commissions de conciliation composées d'une façon paritaire de représentants des travailleurs et du patronat. En cas d'échec de la conciliation, des commissions régionales d'arbitrage tripartites prennent la relève. Elles sont composées de membres du ministère des Affaires sociales, de l'UGTT et de l'Association tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat.

b. Droit de s'organiser et de négocier collectivement

La loi protège le droit de s'organiser et de négocier collectivement et le gouvernement a respecté ce principe dans la pratique. Selon le gouvernement, des conventions collectives couvraient plus de 45 % de la main-d'œuvre, soit 1,5 des 3,3 millions des travailleurs en 2009. Les salaires et les conditions de travail font l'objet de négociations triennales entre les syndicats membres de l'UGTT, le gouvernement et le patronat, alors que le gouvernement et le patronat représentent les intérêts des travailleurs qui ne sont pas affiliés à l'UGTT. De nombreuses conventions collectives fixent les normes du travail dans le secteur privé, dont elles couvrent 80 % de la main-d'œuvre.

La loi interdit toute discrimination par les employeurs à l'encontre des travailleurs syndiqués ; pour autant, l'UGTT a fait état de mesures

antisyndicales prises dans le secteur privé, comme le licenciement de délégués syndicaux et l'embauche d'intérimaires, qui ne peuvent pas se syndiquer. Dans certains secteurs, dont le textile, l'hôtellerie et le bâtiment, les intérimaires formaient la plus grande partie de la main-d'œuvre. Le code du travail protège cette catégorie de travailleurs, mais les lois pertinentes sont plus difficiles à appliquer que celles qui visent les autres salariés. Une commission présidée par un responsable de l'Inspection du travail devait approuver tous les licenciements. Cette commission se composait de représentants du ministère des Affaires sociales, de l'UGTT et de l'employeur voulant licencier le travailleur. La loi confère aux travailleurs le droit de réintégration, mais ce droit n'a pas été respecté dans la pratique.

Il n'y a pas de lois ou d'exemptions spéciales aux lois du travail dans les zones franches.

c. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La loi interdit le travail forcé ou obligatoire, et prévoit des peines allant jusqu'à 10 ans de prison pour la saisie, la détention ou la séquestration d'une personne aux fins de travail forcé. Certaines filles ont été soumises à une servitude domestique dans le pays, encore que le gouvernement n'ait pas fait état de telles pratiques (cf. section 7.d). Une enquête effectuée en 2008 par un professeur de l'université de Tunis dans la zone métropolitaine de cette ville sur 130 employés domestiques a trouvé des signes indicateurs de travail forcé possible : 52 % avaient moins de 16 ans, 23 % affirmaient avoir été victimes de violence physique, 11 % de violence sexuelle, la grande majorité avait perçu des salaires inférieurs au salaire minimum et 99 % avaient indiqué ne pas avoir de contrat de travail. (Pour de plus amples informations, veuillez consulter le *Rapport annuel du Département d'État sur la traite des personnes* à l'adresse suivante : www.state.gov/g/tip).

d. Interdiction du travail des enfants et âge minimum pour l'emploi

La loi interdit en général le travail des enfants de moins de 16 ans, soit l'âge de la fin de la scolarité obligatoire, et des inspecteurs du ministère des Affaires sociales ont contrôlé les registres tenus par les employeurs pour s'assurer du respect de cette interdiction. Il n'a été signalé aucun cas de sanctions, condamnations ou amendes infligées à des contrevenants. La loi interdit l'embauche des moins de 18 ans dans tous les types d'emplois susceptibles de présenter des dangers graves pour la santé, la sécurité et la moralité des enfants. L'UGTT et la Caisse nationale de sécurité sociale ont effectué des visites d'usines et de sites industriels pour vérifier l'application de la loi.

L'âge d'admission des enfants au travail léger dans les secteurs non industriel et agricole, en dehors des heures de classe, est fixé à 13 ans. Les travailleurs âgés de 14 à 18 ans doivent avoir douze heures de repos par jour et ceci doit comprendre les heures entre 22 heures et 6 heures. Dans les secteurs non agricoles, les enfants âgés de 14 à 16 ans ne peuvent pas travailler plus de deux heures par jour. La durée totale passée par les enfants à l'école et au travail ne peut pas dépasser sept heures par jour. Pour autant, de jeunes enfants ont parfois effectué des travaux agricoles ou travaillé comme vendeurs de rue en milieu urbain, essentiellement durant les vacances scolaires d'été. Le travail des enfants était aussi une réalité dans le secteur non structuré, où il était présenté comme une forme d'apprentissage, en particulier dans l'artisanat. Des filles plus âgées travaillaient en tant que domestiques. Une enquête effectuée en 2008 auprès de travailleurs de la région de Tunis a constaté que 52 % avaient moins de 16 ans. Le code pénal prévoit une peine allant jusqu'à 10 ans de prison pour la saisie, la détention ou la séquestration d'une personne aux fins de travail forcé et jusqu'à deux ans de prison pour la mendicité forcée par des enfants.

Dans ses constatations sur les pires formes du travail des enfants, le département du Travail a mentionné en 2009 les enfants travaillant en tant que domestiques, dans le secteur agricole, en tant que mécaniciens dans de petits ateliers et vendeurs à la sauvette de fleurs, cigarettes et autres petits articles. (Pour de plus amples informations, veuillez consulter le *Rapport annuel du Département d'État sur la traite des personnes* à l'adresse suivante : www.state.gov/g/tip).

e. Conditions de travail acceptables

Le code du travail prévoit un éventail de salaires minimums déterminés administrativement. Le 10 juillet, le gouvernement a augmenté le salaire minimum dans le secteur industriel à 274 dinars (environ 188 dollars des États-Unis) par mois pour une semaine de travail de 48 heures et à 225 dinars (173 dollars des États-Unis) par mois pour une semaine de travail de 40 heures. Dans le secteur agricole, le salaire minimum garanti était de 8 dinars (6 dollars des États-Unis) par jour. Lorsqu'on y ajoutait l'indemnité de transport et les allocations familiales, le salaire minimum permettait à un travailleur et à sa famille d'avoir un niveau de vie acceptable, mais qui couvrait seulement les dépenses essentielles. Des inspecteurs régionaux ont veillé à l'application des normes relatives aux salaires horaires. Les 380 inspecteurs régionaux du travail ont inspecté la plupart des sociétés environ une fois tous les deux ans. Le gouvernement a souvent du mal à faire respecter la législation sur le salaire minimum, en particulier dans les secteurs non syndiqués de l'économie. Plus de 500.000 personnes travaillent dans le secteur informel qui n'est pas régi par la législation du travail.

Le code du travail impose un régime uniforme de 48 heures de travail par semaine dans la plupart des secteurs, exige une période de repos de 24 heures par semaine et une prime de 125 % pour les heures supplémentaires ; il interdit les heures supplémentaires obligatoires excessives, mais cette interdiction n'est pas toujours respectée. Il n'y a pas de pratique normale pour signaler les violations du code du travail, mais les travailleurs ont le droit de les signaler aux inspecteurs régionaux du travail.

Les emplois dangereux, par exemple dans l'industrie minière, le génie pétrolier et le bâtiment, font l'objet d'une réglementation spéciale. Le ministère des Affaires sociales est responsable de l'application des normes relatives à la santé et à la sécurité sur les lieux de travail. Dans l'ensemble, les conditions et les normes de travail étaient meilleures dans les entreprises à vocation exportatrice, qui appartenaient généralement à des étrangers, que dans celles qui produisaient exclusivement pour le marché intérieur. Les salariés avaient le droit de refuser, sans mettre leur emploi en danger, de travailler dans des conditions dangereuses et ils pouvaient porter plainte contre les employeurs qui prenaient des mesures de représailles à leur encontre pour avoir exercé ce droit. Il n'a pas été fait état de cas d'employés ayant entamé ce type de procédures contre leurs employeurs.